

<https://pierreainmillet.fr/de-la-production-et-la>



Conseil de la Métropole du 11 Juillet 2016

# de la production et la distribution de richesse et de l'égalitéâ€!

- Délibérations - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : lundi 11 juillet 2016

---

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

**Cette étude sur la richesse dans la métropole est nécessaire, monsieur le président, tant les débats sont vifs sur vos déclarations à propos de Laurent Davezies dont la présentation par le service de presse de la métropole est aussi éclairante que l'étude elle-même.**

**Le titre du communiqué de presse de la métropole est réjouissant** « *La Métropole de Lyon, un moteur de solidarité interterritoriale* », mais l'argument principal de l'étude plus sobrement intitulé « LA NOUVELLE QUESTION TERRITORIALE » est simple, je cite « *D'un côté, le processus de concentration métropolitaine de la production s'accélère. De l'autre, la dynamique de réduction des disparités de revenu entre les territoires est en train de s'inverser* », comprenez, qu'elle se réduisait historiquement en France et que ce n'est plus le cas. Je cite encore « *depuis le milieu des années 2000, on assiste à la fois à une forte accélération des inégalités de PIB par habitant et à un ralentissement de la réduction des inégalités interrégionales de RDB par habitant* » Mieux, je cite toujours « *Une analyse des données de la DGI sur le revenu déclaré des ménages entre les départements suggère aussi que nous pourrions assister à un arrêt des mécanismes de réduction des inégalités de revenu/habitant entre nos territoires.* » Et la conclusion est glaçante « *les inégalités de PIB comme de revenu qui s'aiguisent à nouveau aujourd'hui risquent de ne pas être, cette fois-ci, le stade initial, difficile mais transitoire, d'un développement économique bénéficiant au final à tous. Bref, contrairement à ce qui s'est produit dans le passé, elles pourraient bien ne pas être un mauvais moment à passer* ».

Cette étude vous aidera donc bien difficilement à convaincre des bienfaits de la métropole dans la crise, d'autant que nous savons aussi, avec les études de la fondation Abbé Pierre, des statistiques récentes sur l'évolution des revenus entre quartiers de la métropole, ou encore avec notre propre connaissance de terrain, que les inégalités à l'intérieur de la métropole s'accroissent.

Il faudrait donc aussi s'intéresser à la pauvreté et au rôle que les pauvres jouent dans les échanges économiques, notamment par la précarité et la flexibilité de leur insertion dans le marché du travail. Le grand groupe Amazon pourrait-il proposer un service de livraison à domicile en une heure à Paris s'il n'y avait pas des milliers de jeunes capables d'accepter en auto-entrepreneur de prendre tous les risques dans un travail sans droits et sans protection ? La population de cadres supérieurs est en forte progression dans la métropole et avec elle, le besoin d'emplois de services, on aurait dit au 19<sup>e</sup> siècle, de domestiques, mais quel mode de vie des pauvres enfermés dans ces emplois individualisés trop souvent sans protections ?

Donc, oui, il faut étudier la réalité économique métropolitaine, et la manière dont chacun voit les effets de redistribution économique est éclairante des choix politiques. Ainsi, vous reprenez avec insistance, monsieur le président, ce constat que la Métropole de Lyon contribue en 2012 à 3,1% du PIB national et ne bénéficie que de 2,2% du RDB du pays, 8G€ manquant, alors que le nouveau Rhône consomme 1G€ qu'il ne produit pas ! Mais des milliers de "non métropolitains" viennent produire des richesses dans la métropole ! La Belgique par exemple a aussi un écart important entre son PIB et le revenu disponible des belges compte tenu de l'importance des non-résidents qui y travaillent ! Faut-il en conclure que la Belgique serait plus solidaire ?

Les ouvriers savent depuis longtemps, ce que Marx a mis en lumière, leur salaire n'est qu'une part de la valeur créée par leur travail, et le plus souvent une petite part. De plus, la concurrence conduit les entreprises à jouer sur la valorisation des flux entre elles, afin d'orienter la valeur ajoutée au mieux possible là où elle sera le moins fiscalisée. Or, les statistiques économiques ne peuvent voir ce jeu financier dont les multinationales sont spécialistes et qui font de sites productifs des vaches à lait pour un groupe tout en étant apparemment non rentable.

De même, les Grands Lyonnais paient en moyenne plus d'impôts que les Français. Quelle découverte ! La révolution française a inventé l'impôt progressif, le seul impôt républicain et juste. La vague libérale qui vous emporte monsieur le président, entre Vals et Macron, vous pousse peut-être à défendre la flat tax, ce taux d'imposition unique antidémocratique. Mais malgré la faible progressivité de l'impôt sur le revenu, de plus faible part de la fiscalité totale, nous savons que plus on est riche, et moins on paie d'impôt total en proportion de ses revenus ! C'est vrai aussi pour les entreprises, les TPE honnêtes sont pénalisés quand de grands groupes négocient des rescrits fiscaux avec le Luxembourg, scandale de l'arrogance des riches envoyant les lanceurs d'alerte en justice.

De même, vous dites que ce que la Métropole de Lyon « gagne » du côté des dotations, elle le « perd » du côté des salaires des agents de l'État : 67 millions de moins ! On pourrait en conclure en souriant qu'il n'y a pas assez de fonctionnaires dans la métropole ! Mais nous confirmons que dans une ville-sous-préfecture du centre de la France où les seuls gros employeurs sont l'éducation nationale et la santé, la part de revenus de fonctionnaires est importante !

Et encore dans ce communiqué de presse, cette perle politique. 2,6% de l'emploi du pays et seulement 1,95% des pensions de retraites du pays ! Je vous confirme que le premier département d'installation des retraités est le Var, pas la métropole. Nous savons tous que les retraités ne consomment pas leur droit à la retraite là où ils ont cotisés ! Belle affaire, cela vous étonne donc que les actifs paient les pensions des retraités. Mais c'est le principe de la péréquation, il est vrai bien mise à mal par les gouvernements successifs de droite et de gauche.

Ces remarques sont bien évidemment tout sauf techniques, vous l'aurez compris. Car derrière cette mesure de l'effet redistributif auquel la métropole contribue, il y a un très ancien débat politique, revenu dans l'actualité avec la ligue du nord en Italie « ne payons pas pour le Mezzogiorno », ou avec la Catalogne qui en veut pour son argent, ou encore la Flandre qui se demande à quoi sert l'état belge. Contre ces discours qui en France rejettent une république une et indivisible, nous défendons la socialisation d'une part importante des revenus pour organiser leur redistribution territoriale et sociale. Certes, vous ne concluez pas comme l'extrême-droite européenne qu'il faut faire cesser cette redistribution, mais en la mettant en avant, vous ouvrez la boîte de Pandore de la concurrence libre et non faussée qui pousse chacun à se dire tant la vie est dure "d'abord pour moi et mes proches, et on verra pour les autres".

Pour toutes ces raisons, nous demandons le pluralisme dans le comité de pilotage, autant du côté des économistes, et nous avons des propositions à faire, que pour apporter un autre point de vue sur les insuffisances de la redistribution, avec les associations de solidarité, secours populaire, fondation Abbé Pierre, qui portent un point de vue non économiste sur les inégalités et qui interrogeront utilement les statisticiens, enfin aux syndicats dont plusieurs cabinets d'experts seraient d'un grand apport pour étudier les mécanismes internes aux grands entreprises d'évasion des richesses produites ! sans parler d'évasion fiscale.